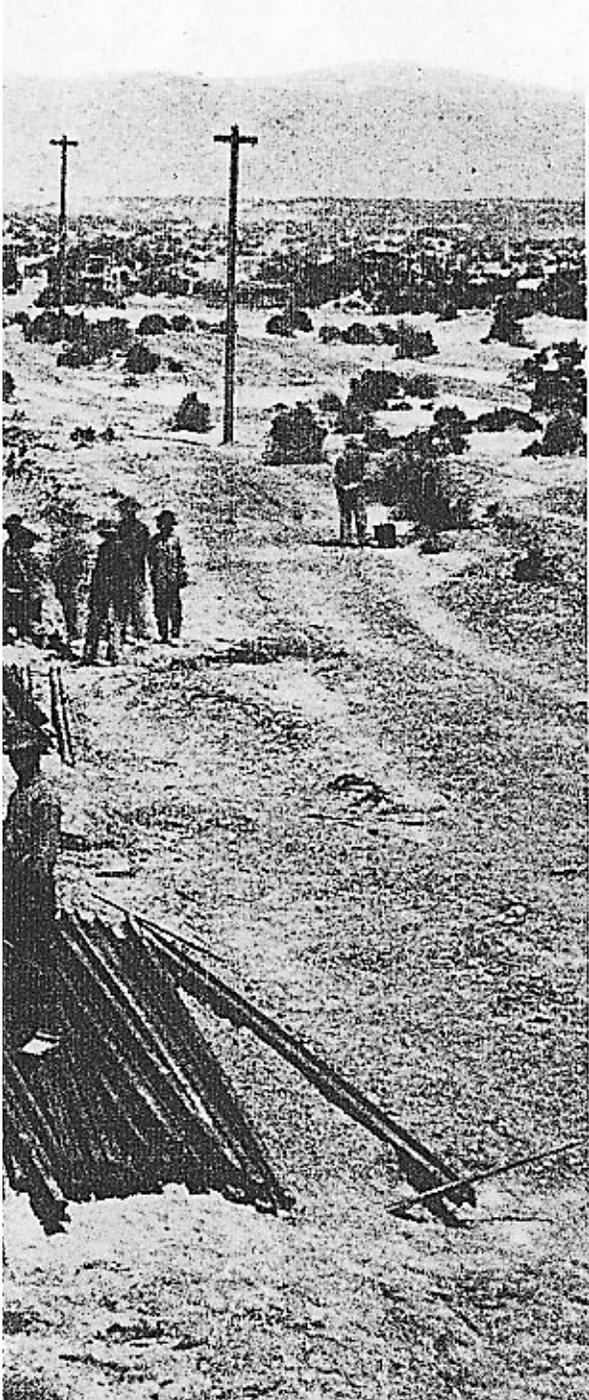


Construction du chemin de fer transcontinental, 1868.





ESQUISSE DE
L'HISTOIRE DES ETATS-UNIS
CHAPITRE SEPT

VII

**CROISSANCE ET
EVOLUTION**

«DU CARACTERE
SACRE DE LA
PROPRIETE DEPEND
LA CIVILISATION
MEME.»

Andrew Carnegie, 1889

Les Etats-Unis d'Amérique ont atteint leur maturité entre deux grands conflits : la guerre de Sécession et la Première Guerre mondiale. La république rurale se transforma en moins de cinquante ans en nation urbaine. La frontière disparut. D'immenses usines et aciéries, des lignes de chemin de fer transcontinentales, des villes florissantes et de vastes exploitations agricoles avaient surgi. Mais la croissance économique et l'abondance amenèrent des difficultés nouvelles. Des entreprises dominaient des secteurs industriels entiers, soit individuellement soit en association avec d'autres. Les conditions de travail étaient souvent déplorables. Les villes avaient grandi si rapidement qu'elles n'étaient pas en mesure de loger convenablement et de gouverner les populations en pleine croissance.

**LA TECHNO-
LOGIE ET LES
REFORMES**

Selon un écrivain, «la guerre de Sécession a marqué d'une large balafre l'histoire du pays ; elle a précipité d'un coup les changements qui avaient commencé à se produire durant les vingt ou trente années précédentes...» Les besoins militaires avaient considérablement stimulé l'industrie, accéléré un processus économique fondé sur l'exploitation du fer, de la vapeur et de l'énergie électrique, hâté la marche en

avant de la science et les progrès de l'invention. Quelque 36 000 brevets furent délivrés avant 1860 contre 440 000 au cours des trente années suivantes, et il devait y en avoir près de un million pendant le premier quart du ^{xx}e siècle.

Dès 1844, Samuel F. B. Morse avait perfectionné le télégraphe électrique et, bientôt, un réseau de poteaux et de câbles reliait entre elles les parties les plus éloignées du pays. En 1876, Alexander Graham Bell avait mis au point un appareil téléphonique et, en l'espace de cinquante ans, 16 millions de téléphones allaient donner un coup d'accélérateur à la vie sociale et économique du pays. L'invention de la machine à écrire en 1867, celle de la calculatrice en 1888 et celle de la caisse enregistreuse en 1897 hâtèrent l'essor des affaires. La linotype, mise sur le marché en 1886, la rotative et la plieuse permettaient d'imprimer 240 000 journaux de huit pages en une heure. La lampe à incandescence d'Edison éclaira bientôt des millions de foyers ; le phonographe fut également perfectionné par Edison, auquel se joignit George Eastman pour la mise au point du cinématographe. Ces inventions et d'autres applications de la science alliées à l'ingéniosité humaine se traduisirent par un accroissement de productivité dans la plupart des secteurs.

Parallèlement, l'industrie de base du pays – la métallurgie du fer et de l'acier – prit un essor prodigieux grâce à des droits de douane protecteurs. Concentrée à l'origine dans les Etats de l'Est, l'industrie sidérurgique se déplaça vers l'ouest à mesure que les géologues découvraient de nouveaux gisements. Ceux de la Mesabi Range, au nord du lac Supérieur, devinrent l'un des plus grands producteurs de minerai de fer du monde. Les gisements peu profonds étaient faciles et peu onéreux à exploiter ; avec un minerai presque exempt d'impuretés chimiques, la production d'un acier de qualité supérieure coûtait dix fois moins cher qu'auparavant.

C'est à Andrew Carnegie que reviennent, en majeure partie, les grands progrès accomplis dans la production de l'acier. Immigré écossais arrivé en Amérique à douze ans, il fut d'abord bobineur dans une filature de coton, employé

dans un bureau de télégraphe, puis il entra à la Compagnie des chemins de fer de Pennsylvanie. Avant l'âge de trente ans, il avait effectué de judicieux placements, qu'il concentra, en 1865, dans le fer. En quelques années, il se spécialisa dans les sociétés fabriquant des ponts métalliques, des rails et des locomotives, les créant ou en devenant actionnaire. Dix ans plus tard, il fit construire sur les bords de la Monongahela, en Pennsylvanie, la plus importante aciérie du pays.

Andrew Carnegie acquit le contrôle absolu non seulement de nouvelles aciéries, mais aussi d'exploitations de coke et de charbon, du minerai de fer du lac Supérieur, d'une petite flotte de bateaux à vapeur sur les Grands Lacs, d'un port sur le lac Erié et d'une voie ferrée qui reliait les diverses parties de son empire. Ses entreprises, alliées à une douzaine d'autres, pouvaient exiger des tarifs avantageux des compagnies ferroviaires et maritimes. Les vastes capitaux dont il disposait lui permirent d'agrandir ses usines et d'accroître sa main-d'œuvre. Jamais l'Amérique n'avait connu une expansion industrielle de cette ampleur.

Bien qu'il eût longtemps dominé ce secteur économique, Andrew Carnegie ne réussit pas à s'assurer le monopole absolu des ressources naturelles, des transports et des usines de production de l'acier. Dans les années 1890, de nouvelles compagnies défièrent sa toute-puissance et, piqué au vif par cette concurrence, Carnegie menaça dans un premier temps de bâtir un empire industriel encore plus puissant. Mais vieilli, fatigué, il accepta de fusionner avec une société qui allait englober la plus grande partie des entreprises métallurgiques importantes du pays.

Une nouvelle firme, United States Steel Corporation, issue en 1901 de cette fusion, marqua une évolution qui s'était dessinée trente ans auparavant : le regroupement d'entreprises industrielles en sociétés fédérées et centralisées. Amorcée pendant la guerre de Sécession, cette tendance s'accrut à partir de 1870, les hommes d'affaires commençant à craindre une surproduction et, par voie de conséquence, la chute des prix et des bénéfices. Afin d'assurer leur domina-

tion à la fois sur la production et les marchés, il leur fallait rassembler les concurrents en une seule entreprise. La création de la *corporation* (société anonyme) et du *trust* répondit à ce besoin.

Les sociétés anonymes, qui avaient accès à de vastes réserves de capitaux et assuraient aux entreprises la permanence de leurs activités et de leur contrôle, attiraient les investisseurs en leur offrant des perspectives de profits et une responsabilité limitée en cas de faillite de l'entreprise. Les trusts, en fait des groupements de sociétés au sein desquels les actionnaires confiaient la gestion de leurs capitaux à des administrateurs, permirent de constituer de vastes associations, de centraliser les décisions, la gestion et les brevets. Les capitaux considérables dont ils disposaient leur assuraient une plus grande marge d'expansion, une meilleure protection contre la concurrence étrangère et une autorité accrue vis-à-vis des syndicats qui commençaient à s'organiser. Ils pouvaient en outre arracher aux compagnies de chemins de fer des conditions avantageuses et exercer une certaine influence sur la politique.

La fondation par John D. Rockefeller de la Standard Oil Company, l'une des premières et plus puissantes sociétés de son temps, fut bientôt suivie par la constitution d'autres trusts dans les secteurs de l'huile, du coton, du plomb, du sucre, du tabac et du caoutchouc. Très vite, des hommes d'affaires énergiques se taillèrent de petits empires. Quatre grands de la boucherie – notamment Philip Armour et Gustavus Swift – fondèrent le trust de la viande de bœuf. Cyrus McCormick, pour sa part, s'assura la suprématie dans le secteur des moissonneuses. Selon une étude réalisée en 1904, plus de 5 000 entreprises indépendantes avaient fusionné pour former quelque 300 trusts industriels.

La concentration d'intérêts fut aussi manifeste dans d'autres secteurs, en particulier les transports et les communications. Après la Western Union, le premier cartel important dans les communications, vinrent le Bell Telephone System et, enfin, l'American Telephone and Telegraph Company. Au cours des années 1860, Cornelius Vanderbilt regroupa treize compagnies ferroviaires distinctes en une seule ligne de chemin de fer qui reliait directement les villes

de New York et de Buffalo, distantes d'environ 800 kilomètres. Au cours des dix années suivantes, il acquit des lignes allant à Chicago et à Detroit. New York Central Railroad System était né. D'autres fusions eurent lieu et, bientôt, les principales voies ferrées du pays furent structurées en grandes lignes et en réseaux ferroviaires dirigés par une poignée d'hommes.

La ville devint le centre nerveux de ce nouvel ordre industriel, attirant à elle les forces vives de l'économie nationale : considérables réserves de capitaux, nombreux établissements industriels et financiers, gares de triage de plus en plus vastes, cheminées d'usines rejetant leur fumée et une multitude de travailleurs manuels et d'employés de bureau. Quasiment du jour au lendemain, les villages, où affluaient les campagnards et les immigrants venus d'outremer, se transformaient en petites villes et les villes en grandes cités. En 1830, une personne sur quinze vivait dans une commune de 8 000 habitants ou plus ; en 1860, ce rapport était d'environ une sur six, et en 1890 il était passé à trois sur dix. Aucune ville ne comptait un million d'habitants en 1860 ; trente ans plus tard, New York en avait un million et demi, et plus de un million de personnes vivaient à Chicago et à Philadelphie. Au cours de ces trois décennies, la population doubla à Philadelphie et à Baltimore ; celle de Kansas City et de Detroit quadrupla ; à Cleveland, le nombre d'habitants fut multiplié par six et à Chicago il décupla. Simples hameaux au début de la guerre de Sécession, Minneapolis, dans le Minnesota, Omaha, au Nebraska, comme de nombreuses autres localités, virent leur population multipliée par cinquante voire davantage.

**RESEAUX
FERRO-
VIAIRES,
REGLE-
MENTATION ET
TARIFS**

Les chemins de fer prenaient une importance croissante dans le pays en pleine expansion, et nombre d'abus furent commis par les compagnies ferroviaires. Les ristournes accordées aux gros expéditeurs désavantageaient les petits usagers. En outre, sur certains parcours et sans tenir compte des distances, les compagnies imposaient de manière arbitraire des prix plus élevés à certains affréteurs.

De plus, si la concurrence contribuait à abaisser les frais de transport entre les villes desservies par plusieurs lignes ferroviaires, celles desservies par une seule ligne se voyaient imposer des prix excessifs. Il était ainsi moins cher d'expédier des marchandises de Chicago à New York, distants de 1 280 kilomètres, que de les faire acheminer à quelques centaines de kilomètres. Par ailleurs, en vue d'éliminer la concurrence, les compagnies rivales répartissaient entre elles le trafic commercial et versaient dans un fonds commun le total de leurs gains pour les redistribuer entre les différents membres du pool.

Le ressentiment populaire à l'égard de ces pratiques incita les Etats à réglementer ce secteur. Pourtant, bien que les mesures prises aient eu quelques effets salutaires, le problème était d'envergure nationale et nécessitait donc une initiative du Congrès.

En 1887, le président Grover Cleveland signa l'*Interstate Commerce Act* (loi sur le commerce entre les Etats de l'Union) qui proscrivait les prix excessifs, les cartels, les rabais et tarifs de faveur ; il créa du même coup l'Interstate Commerce Commission (ICC), qui fut chargée d'appliquer cette loi et de réglementer les tarifs et pratiques des compagnies ferroviaires. Celles-ci s'abritèrent toutefois, pendant des dizaines d'années, derrière des décisions conservatrices de la Cour suprême et parvinrent à mettre en échec pratiquement toutes les tentatives entreprises par l'ICC en vue de réglementer le secteur.

Grover Cleveland combattit également avec énergie le maintien des droits de douane élevés. Adoptés à titre exceptionnel pendant la guerre, ils avaient fini par être considérés comme une mesure politique permanente sous les gouvernements des présidents républicains qui devaient dominer la scène politique au cours de cette période. Cleveland, qui était démocrate, estimait que les droits de douane étaient en grande partie responsables de l'augmentation du coût de la vie et du développement rapide des trusts. Alors que la question des tarifs douaniers n'avait provoqué aucun débat politique pendant des années, les démocrates, en 1880, réclamèrent l'adoption d'une taxe qui serait destinée à alimenter les finances de l'Etat. Cette question ne tarda pas à faire

l'objet d'une demande de réforme insistante. Dans son message annuel au Congrès en 1887, Cleveland, bien qu'on lui eût conseillé d'éviter ce sujet explosif, suscita un vif émoi à travers le pays en dénonçant publiquement les excès auxquels avait conduit le souci de protéger l'industrie américaine de la concurrence étrangère.

Cette question fut au cœur des débats pendant la campagne électorale de 1888, que remporta de justesse le candidat républicain, Benjamin Harrison, partisan du protectionnisme. Pour tenir les promesses faites avant les élections, le gouvernement Harrison promulgua en 1890 la loi McKinley, visant non seulement à protéger les secteurs industriels établis mais à soutenir les industries naissantes. Les nouveaux droits, pour la plupart élevés, contribuèrent à la hausse des prix de vente au détail, suscitant une vague de mécontentement général.

Durant cette période, le sentiment d'hostilité à l'égard des trusts ne cessa de croître dans l'opinion. Les grandes firmes industrielles firent l'objet de violentes attaques de la part de réformateurs comme Henry George et Edward Bellamy, ainsi que d'une âpre controverse politique. Adoptée en 1890, la loi antitrust Sherman, destinée à briser les monopoles, interdit toute forme d'entente considérée comme une entrave au commerce entre les Etats ; diverses mesures assorties de sanctions sévères devaient en assurer l'application. En fait, libellée en termes vagues et se bornant à des généralités, la loi eut peu d'effets dans l'immédiat. Mais dix ans plus tard, sa stricte application, sous la présidence de Theodore Roosevelt, valut à ce dernier le surnom de *trust-buster* – briseur de trusts.

Malgré les énormes progrès de l'industrie, l'agriculture demeurait l'activité fondamentale de la nation. La révolution agricole – parallèle à la révolution industrielle engendrée par la guerre de Sécession – permit le passage du travail manuel à l'exploitation mécanique, et transforma une agriculture de subsistance en une agriculture commerciale. Entre 1860 et 1910, le nombre des exploitations agricoles américaines

tripla, passant de deux à six millions, alors que la surface des terres cultivées fit plus que doubler en passant de 160 à 352 millions d'hectares.

Entre 1860 et 1890, la production de denrées de base, comme le blé, le maïs et le coton, surpassa les niveaux précédents. Au cours de la même période, la population du pays fit plus que doubler, cette croissance démographique touchant principalement les villes. Toutefois, la culture de céréales et de coton, l'élevage bovin et porcin ainsi que la production de laine dépassaient largement les besoins des travailleurs américains et de leurs familles.

Plusieurs facteurs expliquent ce phénomène peu ordinaire. L'un était l'expansion vers l'ouest. L'autre était l'introduction de la machine dans l'agriculture. Le cultivateur de 1800, avec sa faucille, pouvait au mieux couper vingt ares de blé par jour. Trente ans plus tard, la faux à râteau permettait d'obtenir un rendement quotidien quatre fois plus élevé. En 1840, Cyrus McCormick accomplit un miracle en parvenant à faucher deux à deux hectares et demi par jour grâce à la curieuse machine qu'il avait mise au point au cours des dix années précédentes. Clairvoyant, il choisit Chicago, ville de la Prairie, pour y installer une fabrique de moissonneuses ; en 1860, il en avait vendu 250 000.

D'autres machines agricoles firent bientôt leur apparition : lieuses, batteuses, moissonneuses-batteuses et engins plus complexes encore. Puis vinrent la planteuse mécanique, l'écosseuse, la décortiqueuse, l'écrémeuse, l'épandeuse, la planteuse de pommes de terre, la sécheuse de foin, la couveuse artificielle et des dizaines d'autres inventions.

A peine moins important que les machines fut l'apport de la science à la révolution agricole. En 1862, le *Morrill Land-Grant College Act* prévoyait l'octroi de concessions foncières aux divers Etats pour leur permettre de créer des collèges universitaires agricoles et techniques. Ces établissements avaient une double vocation : l'enseignement et la recherche agronomique. Par la suite, le Congrès vota des crédits destinés à la création de stations expérimentales à travers le pays et alloua directement des fonds au département de l'Agriculture pour le développement de la recherche agricole. Dès le début du siècle suivant, les hommes de science,

partout en Amérique, s'attaquaient à une vaste gamme de projets agricoles. Pourtant, ironie du sort, la politique fédérale qui avait permis aux exploitants d'augmenter leurs récoltes finit par entraîner d'énormes excédents qui firent s'écrouler les prix du marché – et découragèrent totalement le monde rural.

L'un de ces agronomes, Mark Carleton, se rendit en Russie pour le compte du département de l'Agriculture. Il en rapporta le blé d'hiver, résistant à la rouille comme à la sécheresse, qui constitue aujourd'hui plus de la moitié de la production des Etats-Unis. Marion Dorset, pour sa part, triompha du terrible choléra du porc tandis que George Mohler vainquit la fièvre aphteuse. Du Maghreb, un autre chercheur rapporta le kafir, une espèce de sorgho non sucré ; du Turkestan vint la luzerne faucille. Luther Burbank, en Californie, obtint nombre de nouvelles variétés de légumes et de fruits ; dans le Wisconsin, Stephen Babcock inventa un test qui permettait de déterminer la teneur en matières grasses du lait ; au Tuskegee Institute de l'Alabama, un éminent savant afro-américain, George Washington Carver, découvrit des centaines d'utilisations nouvelles pour l'arachide, la patate douce et le soja.

**LE SUD
DESUNI**

Au cours des années 1880, le Sud fit de grands efforts pour attirer les industriels. Des avantages considérables étaient offerts aux investisseurs susceptibles d'y développer l'industrie de l'acier, du bois, du tabac et du textile. Pourtant, en 1900, la part prise par le Sud dans la production industrielle du pays restait à peu près identique à ce qu'elle avait été en 1860. En outre, le prix à payer pour cet effort d'industrialisation était élevé : dans les villes industrielles du Sud, les maladies étaient en augmentation et l'utilisation de la main-d'œuvre enfantine se développait.

Trente ans après la guerre de Sécession, le Sud restait dans une large mesure une région pauvre, exagérément tournée vers l'agriculture et économiquement dépendante. Sur le plan social, la ségrégation entre Noirs et Blancs était organisée et les violences raciales tolérées.

Les sudistes blancs intransigeants, qui s'opposaient farouchement à la reconstruction au sein du gouvernement fédéral, à Washington, parvinrent à affirmer l'autorité des Etats de telle sorte que la suprématie des Blancs fût maintenue. Dès le début des années 1870, plusieurs arrêts de la Cour suprême confortèrent les opinions sudistes en soutenant les positions conservatrices traditionnelles sur la question de l'équilibre des pouvoirs entre le gouvernement fédéral et celui des Etats.

En 1873, la Cour suprême jugea que le Quatorzième Amendement à la Constitution (selon lequel les droits d'un citoyen ne peuvent être limités) ne conférait aucun privilège ou immunité nouvelle visant à protéger les Noirs contre les pouvoirs publics des Etats. Mieux encore, en 1883, elle décréta que ledit amendement n'interdisait pas aux individus, contrairement aux Etats, de pratiquer la discrimination raciale. Dans l'arrêt *Plessy c. Ferguson*, rendu en 1896, les magistrats de la Cour suprême déclarèrent que le principe selon lequel les Afro-Américains pouvaient être légalement «séparés mais égaux» dans les lieux publics et les transports en commun, tels que les restaurants et les trains, ne constituait pas une violation de leurs droits.

Rapidement, la ségrégation raciale s'étendit à tous les aspects de la vie dans le Sud. Elle toucha bientôt les chemins de fer, les restaurants, les hôtels, les hôpitaux et les écoles. En outre, les domaines de la vie publique où la loi n'avait pas instauré la ségrégation furent soumis à ces pratiques par le biais des coutumes et des traditions. Devant cette discrimination envahissante, de nombreux Afro-Américains se rallièrent à Booker T. Washington, l'homme politique noir le plus influent de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e, qui leur conseillait de se fixer des objectifs économiques modestes et d'accepter provisoirement les discriminations sociales. D'autres, regroupés autour de l'intellectuel W.E.B. Du Bois, cherchèrent à lutter contre la ségrégation par l'action politique. Toutefois, en raison de la collusion entre les deux grands partis politiques, les appels à la justice raciale restèrent sans écho, et les lois ségrégationnistes continuèrent à être appliquées dans le Sud jusque dans la seconde moitié du XX^e siècle.

**LA DERNIERE
FRONTIERE**

En 1865, la frontière suivait de manière générale les limites occidentales des Etats riverains du Mississippi, puis faisait une saillie qui englobait les régions orientales du Kansas et du Nebraska. Au-delà de cette mince chaîne d'exploitations agricoles, des prairies et des plaines recouvertes d'armoise s'étendaient jusqu'aux contreforts des Rocheuses. Puis, sur près de 1 600 kilomètres, se dressait l'imposante chaîne montagneuse, riche en mines d'argent, d'or et d'autres métaux. De l'autre côté, des plaines et des déserts sauvages se succédaient jusqu'aux montagnes boisées du littoral pacifique. A l'exception des régions habitées de la Californie et de quelques avant-postes éparpillés, les vastes terres de l'intérieur étaient peuplées d'Amérindiens, certains appartenant aux tribus des Grandes Plaines – Sioux et Blackfoot, Pawnees et Cheyennes – d'autres étant des Indiens du Sud-Ouest, notamment les peuples apache, navajo et hopi.

Or, à peine un quart de siècle plus tard, le pays entier ou presque était constitué en Etats et en territoires. Les exploitations minières se succédaient dans la région montagneuse, les mineurs avaient foré le sol et fondé de petites agglomérations dans le Nevada, le Montana et le Colorado. Tirant parti des immenses prairies, les éleveurs de bétail avaient revendiqué les vastes terres qui s'étendaient du Texas à la partie supérieure du Missouri. Les éleveurs de moutons, à leur tour, s'étaient installés dans les vallées et sur les flancs des montagnes. Puis les agriculteurs arrivèrent dans les plaines, comblant ainsi le vide qui séparait l'Est de l'Ouest. En 1890, la frontière avait disparu.

La colonisation avait été favorisée par le *Homestead Act*. Cette loi de 1862 octroyait gratuitement 64 hectares à tout citoyen qui s'engageait à occuper et à faire fructifier la terre. Malheureusement, celle-ci convenait mieux à l'élevage qu'à l'agriculture et, vers 1880, près de 22 400 000 hectares de terres «gratuites» étaient passés aux mains des éleveurs et des compagnies de chemin de fer.

En 1862, le Congrès avait accordé une concession à l'Union Pacific Railroad, qui construisit une voie ferrée transcontinentale de Council Bluffs, dans l'Iowa, en direction de l'ouest avec comme main-d'œuvre principale des anciens combattants et des immigrants irlandais. Vers la même

époque, le Central Pacific Railroad entreprit de construire une ligne partant de Sacramento, en Californie, pour aller vers l'est, avec une main-d'œuvre essentiellement chinoise. Le pays entier suivit avec passion la progression des deux voies ferrées l'une en direction de l'autre et leur jonction qui eut lieu le 10 mai 1869, à Promontory Point, dans l'Utah. Le fastidieux voyage de plusieurs mois qu'il fallait entreprendre naguère pour traverser le pays de l'Atlantique au Pacifique ne demandait plus que six jours environ. Le réseau ferroviaire continua de s'étendre. En 1884, quatre grandes lignes reliaient la vallée centrale du Mississippi à la côte pacifique.

Le premier grand mouvement de population vers le Far West se fit vers les régions montagneuses de Californie, où l'on avait découvert de l'or en 1848, puis dans le Colorado et le Nevada dix ans plus tard ; ce fut le tour du Montana et du Wyoming au cours des années 1860 et des Black Hills du Dakota la décennie suivante. Les compagnies minières avaient ouvert la voie, construit des agglomérations et jeté les fondations d'une colonie permanente. Absorbés par la recherche de l'or, nombre de pionniers n'en percevaient pas moins les possibilités agricoles et d'élevage de la région. En définitive, bien qu'un petit nombre de localités aient continué à se consacrer presque exclusivement à l'exploitation minière, c'est dans les terres arables et les vastes pâturages que le Montana, le Colorado, le Wyoming, l'Idaho et la Californie devaient découvrir leur véritable richesse.

L'élevage du bétail, depuis longtemps la principale activité économique du Texas, devint encore plus prospère après la guerre de Sécession, des hommes audacieux ayant commencé à mener leurs bêtes à longues cornes vers le nord, à travers les vastes étendues. Paissant en chemin, le bétail arrivait plus gras qu'au départ aux points d'expédition dans le Kansas. Cette «longue route» ne tarda pas à devenir courante et, sur des centaines de kilomètres, les troupeaux se dirigeant vers le nord jalonnaient les pistes. L'élevage se répandit dans la région située à l'ouest du Missouri, et d'immenses ranches apparurent au Colorado, dans le Wyoming, au Kansas, au Nebraska et sur le territoire du Dakota. Les villes de l'Ouest devinrent des centres florissants grâce aux abattoirs et à l'industrie de préparation de la viande.

L'élevage apportait un mode de vie pittoresque dont le personnage central était le cow-boy. Toutefois, avec un travail exténuant et mal rémunéré, la vie du cow-boy était loin d'être aussi romantique que le mythe dont s'est nourrie l'imagination des Américains, des premiers «romans à deux sous» des années 1870 aux films de John Wayne et de Clint Eastwood à la fin du xx^e siècle.

De 1866 à 1888, près de six millions de têtes de bétail furent amenées du Texas pour hiverner sur les hauts plateaux du Colorado, du Wyoming et du Montana. L'élevage atteignit son plein essor en 1885. Dès lors, les pâturages trop fréquentés – que les voies ferrées commençaient à quadriller – devinrent insuffisants. Après les éleveurs arrivèrent les longues files de chariots bâchés des fermiers qui amenaient avec eux leur famille, leurs chevaux de trait, leurs vaches et leurs porcs. Les nouveaux venus s'établirent sur ces terres, en revendiquèrent la propriété au nom du *Homestead Act* et les entourèrent d'un nouveau type de clôture, le fil de fer barbelé. Les éleveurs furent ainsi chassés des territoires qu'ils avaient parcouru librement mais sans aucun droit réel. En peu de temps, l'image romantique de «l'Ouest sauvage» s'évanouit définitivement.

**LE SORT
DES INDIENS**

Comme dans l'Est, l'afflux des mineurs, des éleveurs et des fermiers dans les plaines et les montagnes entraîna des conflits avec les Indiens. De nombreuses tribus – des Utes du Grand Bassin aux Nez Percés de l'Idaho – prirent le sentier de la guerre contre les Blancs. Mais ce sont les Sioux des plaines du Nord et les Apaches du Sud-Ouest qui opposèrent la plus farouche résistance à cette avancée sur leurs territoires. Les Sioux, conduits par des chefs ingénieux comme Red Cloud (Nuage rouge) et Crazy Horse (Cheval fou), étaient des cavaliers émérites. Les Apaches se montraient tout aussi adroits et insaisissables dans les déserts et les canyons qu'ils connaissaient bien.

Les hostilités avec les Indiens des Grandes Plaines, qui débutèrent par un massacre de Blancs en 1862, se poursuivirent pendant toute la guerre de Sécession. Le dernier affron-

tement grave avec les Sioux éclata en 1876, lorsque la ruée vers l'or du Dakota atteignit les Black Hills. L'armée était censée empêcher les chercheurs d'or de pénétrer sur les territoires de chasse des Sioux, mais, en fait, elle intervenait rarement. En revanche, elle n'hésitait pas à le faire lorsqu'elle recevait l'ordre d'agir contre les Sioux qui chassaient pourtant sur leurs terres, conformément à leurs droits.

En 1876, après plusieurs affrontements, le général George Custer, à la tête d'un petit détachement isolé du gros des troupes, arriva au campement où s'étaient rassemblés les Sioux et leurs alliés, au bord de la rivière Little Bighorn. Ses hommes et lui périrent jusqu'au dernier. Moins de quinze ans plus tard, en 1890, une fête rituelle où l'on invoquait les esprits des ancêtres (*Ghost Dance*) dans la réserve sioux de Wounded Knee, dans le Dakota du Sud, provoqua un soulèvement qui se termina par un dernier et tragique affrontement au cours duquel des centaines de Sioux, hommes, femmes et enfants, trouvèrent la mort.

Depuis quelque temps déjà, le mode de vie des Indiens des Plaines avait changé avec le massacre systématique des bisons, au cours des années 1870, par des chasseurs sans scrupules. Simultanément, dans le Sud-Ouest, les guerres apaches qui s'éternisaient prirent fin lors de la capture de Geronimo, leur dernier grand chef, en 1885.

Depuis la présidence de James Monroe, la politique fédérale avait consisté à reléguer les Indiens au-delà de la frontière de peuplement des Blancs. Inévitablement, les réserves indiennes devinrent surpeuplées et de nombreuses voix commencèrent à s'élever pour protester contre le traitement qui était infligé aux Amérindiens. Ainsi, Helen Hunt Jackson, originaire de la côte est et établie dans l'Ouest, décrivit en 1881 le drame vécu par les Indiens et éveilla la conscience du pays avec son livre *A Century of Dishonor*. La plupart des réformateurs croyaient à l'acculturation des Indiens. Le gouvernement fédéral alla jusqu'à créer à Carlisle, en Pennsylvanie, une école afin d'inculquer aux jeunes Indiens les valeurs et les croyances des Blancs. (C'est dans cet établissement que Jim Thorpe, considéré par beaucoup comme le meilleur athlète de tous les temps aux Etats-Unis, accéda à la célébrité au début du ^{xx}e siècle.)

En 1887, la loi Dawes modifia de fond en comble la politique américaine vis-à-vis des Indiens. Le président avait le droit de morceler les terres de la tribu et d'attribuer à chaque chef de famille 65 hectares. Ces parcelles devaient être administrées par le gouvernement pendant vingt-cinq ans, après quoi le bénéficiaire en devenait propriétaire à part entière et acquérait la citoyenneté américaine. Les terres qui n'avaient pas été distribuées dans le cadre de cette loi furent mises en vente et proposées aux colons. Bien qu'inspirée par de bonnes intentions, cette mesure eut des effets désastreux, car elle aggrava le pillage des territoires indiens et perturba plus encore la culture traditionnelle des tribus par une intrusion systématique dans leur organisation. En 1934, la politique américaine prit une orientation nouvelle avec l'*Indian Reorganization Act*, qui visait à protéger la vie communautaire des tribus dans les réserves.

**UN EMPIRE
AMBIVALENT**

A la fin du XIX^e siècle, les Etats-Unis connurent une période d'expansion à mesure que leur influence, et leur territoire, s'étendaient dans l'Atlantique, le Pacifique et en Amérique centrale. Toutefois, en raison des conflits qui avaient opposé les colonies américaines aux empires européens et du régime démocratique dont elles s'étaient doté, cette expansion prit une forme différente de celle de l'Europe.

L'expansionnisme américain est dû à plusieurs facteurs. A la fin du XIX^e siècle régnait une frénésie impérialiste qui vit les puissances européennes s'affronter pour l'Afrique et rivaliser avec une puissance nouvelle, le Japon, pour établir leur emprise et des liens commerciaux en Asie. Nombre d'Américains, parmi lesquels figuraient d'éminentes personnalités comme Theodore Roosevelt, Henry Cabot Lodge et Elihu Root, croyaient que, pour protéger leurs intérêts, les Etats-Unis devaient créer des sphères d'influence économique. Cette opinion était partagée par le puissant lobby des armateurs qui réclamait un accroissement de la flotte et l'aménagement d'un réseau de ports à l'étranger, afin de renforcer la sécurité économique et politique du pays. D'une manière générale, le principe de la «destinée manifeste» qui

avait servi, au début, à justifier l'expansion sur le continent fut repris pour affirmer que les Etats-Unis avaient le droit et le devoir d'étendre leur domination et leur civilisation sur les Amériques, les Caraïbes, au-delà du Pacifique, voire partout dans le monde.

A la même époque, les détracteurs de l'impérialisme regroupés au sein de diverses coalitions formées par les démocrates du Nord et les républicains réformistes ne cessaient de donner de la voix. C'est pourquoi la création de l'empire américain s'accomplit de manière désordonnée et ambivalente, les administrations coloniales s'intéressant souvent davantage aux questions commerciales et économiques qu'à l'exercice d'une domination politique.

La première initiative des Américains pour s'étendre hors de leurs frontières fut l'achat de l'Alaska à la Russie en 1867. Dans l'ensemble, les Américains montrèrent indifférence ou indignation face à l'acquisition de ce territoire par le secrétaire d'Etat William Seward. L'Alaska, région peu peuplée, en majorité par des Inuit, fut communément appelé «la folie de Seward» ou «la glacière de Seward». Pourtant, quand on découvrit de l'or sur les rives du Klondike, trente ans plus tard, des milliers d'Américains prirent le chemin du Nord et un grand nombre s'y installèrent de façon permanente. Déclaré 49^e Etat de l'Union en 1959, l'Alaska détrôna le Texas en termes de superficie.

En 1898, la guerre hispano-américaine marqua un tournant dans l'histoire des Etats-Unis. Dans les années qui suivirent, ces derniers établirent leur domination sur certaines îles de la mer des Caraïbes, des archipels de l'océan Pacifique et d'autres proches des côtes de l'Asie.

A la fin du XIX^e siècle, Cuba et Porto Rico étaient tout ce qui restait du vaste empire espagnol dans le Nouveau Monde ; au-delà, les îles Philippines formaient la seule base de la puissance espagnole dans le Pacifique. Il y eut trois raisons principales à la guerre : l'hostilité de la population envers l'autocratie espagnole, la solidarité des Américains avec les mouvements indépendantistes et un nouveau sentiment national aux Etats-Unis, en partie suscité par une presse chauviniste à la recherche de sensationnel.

En 1895, la colère croissante que soulevait à Cuba la

tyrannie de la mère patrie se transforma en guerre d'indépendance. Les Etats-Unis suivaient avec une inquiétude grandissante le cours du soulèvement. La majorité des Américains étaient de cœur avec les Cubains, mais le président Cleveland était déterminé à maintenir la neutralité de son pays. Toutefois, trois ans plus tard, pendant la présidence de William McKinley, un navire de guerre américain, le *Maine*, fut détruit dans des circonstances qui restent obscures, alors qu'il mouillait dans le port de La Havane. Plus de 250 hommes d'équipage y trouvèrent la mort et l'indignation éclata, exacerbée par les journaux à sensation. Pour un temps, le président McKinley s'efforça de maintenir la paix ; au bout de quelques mois, estimant toute attente vaine, il recommanda l'intervention militaire.

Rapide et décisive, la guerre contre l'Espagne ne dura que quatre mois, au cours desquels l'Amérique ne subit aucun revers important. Une semaine après la déclaration de guerre, le commodore George Dewey, qui se trouvait alors à Hong Kong, mit le cap sur les Philippines à la tête d'une escadre de six bâtiments. Il avait reçu l'ordre d'empêcher la flotte espagnole de l'archipel d'opérer dans les eaux américaines. Il surprit les navires espagnols à l'ancre et les détruisit sans perdre un seul matelot américain.

A Cuba, entre-temps, les soldats américains débarquaient près de Santiago où, après quelques engagements couronnés de succès, ils bombardèrent le port. Quatre cuirassés espagnols voulant tenter une sortie furent anéantis en quelques heures.

De Boston à San Francisco, on fit mugir les sirènes et hisser les drapeaux à la nouvelle de la chute de Santiago. Les journaux envoyèrent à Cuba et aux Philippines des correspondants qui célébrèrent à grand bruit les nouveaux héros de la nation – au premier rang desquels se trouvaient George Dewey, auréolé de sa victoire de Manille, et Theodore Roosevelt, chef des «Rough Riders», régiment de cavalerie formé de volontaires qu'il avait recrutés pour combattre à Cuba. L'Espagne demanda bientôt la paix et, par un traité signé le 10 décembre 1898, céda Cuba aux Etats-Unis qui devaient l'occuper temporairement en attendant l'accession de l'île à l'indépendance. En outre, l'Espagne céda Porto Rico

et Guam à titre de dommages de guerre, et les Philippines moyennant la somme de vingt millions de dollars.

La possession de territoires outre-mer constituait une expérience inédite pour les Etats-Unis. Ils les encouragèrent à se doter d'un gouvernement autonome et démocratique, régime qu'aucun d'entre eux ne connaissait encore.

Néanmoins, les Etats-Unis se retrouvèrent dans le rôle de colonialistes, lorsqu'il leur fallut réprimer un mouvement d'indépendance armé aux Philippines au cours des premières années de leur occupation. Les Philippines obtinrent le droit d'élire les deux chambres de leur assemblée législative en 1916. Vingt ans plus tard, un *commonwealth* autonome y fut établi. Le pays accéda à l'indépendance en 1946, après la Seconde Guerre mondiale.

L'engagement américain dans le Pacifique ne se limita pas aux Philippines. L'année où éclatait le conflit avec l'Espagne, les Américains commencèrent à nouer des relations avec les îles Hawaii. Jusque-là, les contacts s'étaient établis par l'intermédiaire de quelques missionnaires et négociants. Après 1865, toutefois, les Américains avaient commencé à exploiter les ressources de ces îles – essentiellement la canne à sucre et l'ananas. Dès que le gouvernement royal eut annoncé son intention de mettre un terme aux influences étrangères en 1893, des hommes d'affaires américains se joignirent à des personnalités hawaïennes influentes pour constituer un nouveau gouvernement, lequel demanda alors le rattachement des îles aux Etats-Unis.

La vague de protestation qu'avaient soulevée l'idée de régime colonial et l'envoi de soldats américains incita le président Grover Cleveland et le Congrès à refuser cette annexion. Mais, devant le regain de nationalisme engendré par la guerre hispano-américaine, le Congrès vota à une majorité écrasante l'annexion des îles en juillet 1898, ce qui permit aux Etats-Unis de disposer d'une importante base navale à Pearl Harbor. En 1959, Hawaii devint le cinquantième Etat de l'Union.

Cuba obtint son indépendance officielle quand les troupes américaines l'évacuèrent en 1902. Mais les Etats-Unis s'étaient réservé le droit d'intervenir pour préserver l'ordre public, ce qu'ils firent à trois reprises avant d'y renoncer dé-

finitivement en 1934. Mais Cuba, malgré son indépendance, continua de subir l'influence économique et politique des Américains jusqu'à la prise du pouvoir par Fidel Castro en 1959 et l'instauration d'un régime marxiste étroitement lié à l'Union soviétique.

Porto Rico, situé à l'est de Cuba, fit le même apprentissage que Cuba et les Philippines. En 1917, le Congrès américain octroyait aux Portoricains le droit d'élire leurs législateurs. Mais, en même temps, il conférait le statut de «territoire américain» à l'île et la nationalité américaine à la population. En 1950, le Congrès donnait à Porto Rico la liberté totale de décider de son avenir. Au cours du référendum de 1952, les citoyens, refusant à la fois le statut d'Etat américain et l'accession à l'indépendance, se prononcèrent en faveur d'un «Etat libre associé» aux Etats-Unis. Un grand nombre de Portoricains se sont installés sur le continent auquel ils ont libre accès et où ils jouissent des mêmes droits politiques et civiques que les autres citoyens américains.

**LE CANAL
ET LES
AMERIQUES**

Le conflit avec l'Espagne avait ravivé l'intérêt des Américains pour la construction d'un canal à travers l'isthme de Panama afin de relier l'Atlantique et le Pacifique. Les principales nations commerçantes avaient depuis longtemps fait valoir la nécessité d'une telle voie navigable. En fait, les Français avaient commencé des travaux à la fin du XIX^e siècle, mais, face aux difficultés, ils avaient dû renoncer au projet. Pour les Etats-Unis, devenus une grande puissance aussi bien dans les Caraïbes que dans le Pacifique, l'existence du canal était indispensable, car il leur permettrait de faire passer rapidement leurs navires de guerre d'un océan à l'autre, en cas de besoin.

Au début du siècle, l'Etat actuel de Panama était une province du Nord de la Colombie. En 1903, quand le parlement colombien refusa de ratifier le projet de traité qui donnait aux Etats-Unis le droit de construire et d'administrer un canal, un groupe de Panaméens irrités entrèrent en rébellion contre la Colombie et, avec le concours des *marines* américains, proclamèrent l'indépendance du Panama. L'Etat dissi-

dent fut aussitôt reconnu par le président Theodore Roosevelt. Aux termes du traité signé en novembre de la même année, le Panama garantissait aux Etats-Unis un bail perpétuel sur une bande de terre de seize kilomètres de large qui reliait l'Atlantique au Pacifique, contre un versement de dix millions de dollars et d'un loyer annuel de 250 000 dollars. La Colombie reçut par la suite une indemnisation partielle d'un montant de vingt-cinq millions de dollars. (Conformément au traité sur le canal de Panama négocié par les deux pays 75 ans plus tard, le canal retournera sous la souveraineté panaméenne en l'an 2000.)

En 1914, l'achèvement du canal, sous la direction du colonel George W. Goethals, constitua une victoire importante pour les ingénieurs du monde entier. La même année, la médecine préventive fit une percée considérable en découvrant le moyen de lutter contre le paludisme et la fièvre jaune dans les pays tropicaux.

Les Etats-Unis se livrèrent à plusieurs interventions en Amérique latine. Entre 1900 et 1920, ils opérèrent dans six pays, établissant des protectorats à Haïti et en République Dominicaine, cantonnant périodiquement des unités de *marines* au Nicaragua. En 1867, les Etats-Unis avaient demandé au gouvernement français de mettre fin à son soutien militaire en faveur de Maximilien d'Autriche au Mexique. Cinquante ans plus tard, lors d'une campagne conçue pour influencer sur le cours de la révolution mexicaine, les Etats-Unis se virent contraints d'envoyer une armée de 11 000 hommes dans le Nord du pays pour essayer en vain de capturer un rebelle et hors-la-loi, l'insaisissable Francisco «Pancho» Villa.

Dans le même temps, les Etats-Unis jouèrent un rôle important en jetant les bases d'une coopération entre les différentes nations du continent américain. En 1889, le secrétaire d'Etat James G. Blaine proposa que les vingt et une nations indépendantes du continent américain se regroupent dans une organisation destinée à arbitrer pacifiquement leurs différends et à renforcer leurs liens économiques. C'est ainsi que l'Union panaméricaine, actuellement l'Organisation des Etats américains (OEA), vit le jour lors de la première conférence panaméricaine en 1890.

Par la suite, les gouvernements de Herbert Hoover et de

Franklin D. Roosevelt renoncèrent au droit d'intervention des Etats-Unis en Amérique latine. En particulier, la politique de bon voisinage mise en place par le président Roosevelt au cours des années 1930, même si elle n'a pas permis de mettre un terme aux tensions qui subsistaient entre les Etats-Unis et l'Amérique latine, a contribué à dissiper en grande partie les mauvais sentiments engendrés par les premières interventions du gouvernement américain.

LES ETATS-UNIS ET L'ASIE Au début du siècle, les Etats-Unis, nouvellement établis aux Philippines et fermement implantés à Hawaii, fondaient de grands espoirs sur l'établissement de relations commerciales avec la Chine. Mais depuis que celle-ci avait été vaincue par le Japon (1894-1895), nombre de pays européens y avaient acquis des bases navales, loué à bail des enclaves et établi des sphères d'influence. Ils y avaient même obtenu, outre des monopoles commerciaux, des concessions exclusives pour l'engagement de capitaux dans la construction des chemins de fer et le développement des industries minières.

Au cours de ses premières relations diplomatiques avec l'Orient, le gouvernement américain avait toujours insisté pour que toutes les nations bénéficient des mêmes privilèges commerciaux. Or cet idéalisme vint en butte au désir de faire concurrence aux puissances impérialistes européennes en Extrême-Orient. En septembre 1899, le secrétaire d'Etat John Hay adressa aux nations concernées une note circulaire expliquant le principe de la «porte ouverte» en Chine pour toutes les nations, c'est-à-dire des chances égales en matière de commerce (y compris l'égalité des tarifs douaniers, des droits portuaires et des tarifs ferroviaires) dans les zones placées sous leur domination. Malgré son caractère idéaliste, le principe de la «porte ouverte» fut essentiellement une manœuvre diplomatique destinée à tirer de la Chine les avantages d'une colonie.

Les Chinois finirent par s'attaquer aux étrangers en 1900, lors de la révolte des Boxers. Au mois de juin, les insurgés s'emparèrent de Pékin (Beijing) et assiégèrent les légations étrangères. John Hay annonça aussitôt aux repré-

sentants des puissances européennes et au Japon que les Etats-Unis s'opposeraient à toute action susceptible de porter atteinte aux droits territoriaux ou administratifs de la Chine, voire au principe de la «porte ouverte». La rébellion écrasée, il fallut au secrétaire d'Etat toute son habileté pour mener à bien le programme américain et épargner à la Chine le versement d'indemnités écrasantes. En octobre pourtant, la Grande-Bretagne et l'Allemagne proclamaient à nouveau leur adhésion à la politique de la porte ouverte et au maintien de l'indépendance de la Chine, bien qu'elle restât sous domination étrangère ; les autres nations ne tardèrent pas à suivre leur exemple.

En 1907, le président Theodore Roosevelt, pour apaiser les craintes des travailleurs américains quant à la concurrence de la main-d'œuvre japonaise, persuada le gouvernement japonais de suspendre provisoirement l'émigration de ses ressortissants vers les Etats-Unis. Pour le reste, les rapports nippo-américains restèrent cordiaux pendant toute la seconde moitié du XIX^e siècle et une bonne partie du XX^e siècle. Une affaire inhabituelle due à la guerre russo-japonaise de 1904-1905 provoqua la médiation du président Roosevelt qui pria l'Allemagne et la France de ne pas intervenir aux côtés de la Russie contre le Japon. Une telle entremise valut à Theodore Roosevelt le prix Nobel de la paix en 1906.